

BESANCON

# Une cinquantaine de manifestants contre « la casse du social »

À l'appel de la CGT, FO et Sud Solidaires, une cinquantaine de professionnels du social et médico-social se sont rassemblés devant les locaux de l'ARS ce mardi. Ils dénoncent un Ségur « injuste », des salaires trop faibles et une perte de sens de leur métier.

Désenchantées. Elles ont 38, 33, 29 et 28 ans, travaillent dans le social « par vocation » et pensent déjà à se réorienter, lassées par des conditions de travail dégradées et des salaires pas à la hauteur. Ce mardi 29 novembre, Sonia, Claire, Camille et Claire participaient, avec une cinquantaine d'autres personnes, à une manifestation à l'appel de la CGT, FO et Sud Solidaires. Rendez-vous était donné sur le parvis de la gare, devant les locaux de l'Agence régionale de santé (ARS), pôle Viotte.

« Sur 20 ans, on a perdu 25 % de pouvoir d'achat »

Principal grief : un Ségur de la santé « opaque », « disparate », « injuste », dont plusieurs professions ont été écartées. « Ouvriers, personnels administratifs, assistantes familiales, chauffeurs », liste Pascal Descamps, délégué CGT, moniteur-éducateur à la Protection de l'enfance. Annie\*, secrétaire médico-sociale dans un centre médico-social, ne comprend pas pourquoi elle n'en a pas bénéficié alors que les secrétaires médica-



Parmi les manifestants : des « oubliés du Ségur », exclus de la prime de revalorisation salariale de 183 euros par mois. Photo ER/Ludovic LAUDE

les à l'hôpital l'ont eu ». Autour de son cou, une pancarte sur laquelle est inscrit : « 183 euros pour tous les oubliés du Ségur, même combat, même galère, même salaire ».

Côté salaires justement, les syndicats revendiquent « une hausse de 300 euros pour tout le monde » et une indexation sur la hausse des prix. « La hausse prévue du point d'indice ne compense pas l'inflation. Sur 20 ans, on a perdu 25 % de pouvoir d'achat », déplore Pascal Descamps, ulcéré de voir des « agents administratifs, des ouvriers ou moniteurs éducateurs payés moins que le SMIC. »

Au-delà des considérations financières, nombre de manifestants dénonçaient « une perte de sens de leur métier, conduisant « à de plus

en plus de démissions, des ruptures conventionnelles et des licenciements pour inaptitude ».

« C'est devenu compliqué de s'exprimer et de se syndiquer »

Parmi les jeunes, notamment. « Une de nos missions est de reloger les gens, mais il n'y a plus de logement aujourd'hui. On se demande à quoi on sert », déplore Sonia, 33 ans, assistante sociale à l'ADDSSEA.

Même son de cloche pour Claire, Camille et Claire, coordinatrices de parcours de soins, dans le Jura : « On est censées faire le lien entre les patients et les infirmiers, les soignants, mais il n'y en a pas. On est dans des déserts médicaux. Quand

il y en a, eux aussi sont épuisés. On bricole, on magouille, on cherche. Ça crée beaucoup de frustration. »

Venus de Champagnole, les trois collègues regrettent que le mouvement n'ait pas mobilisé davantage ce mardi. « En même temps, on peut comprendre vu le contexte. Ça coûte cher de faire grève », relativise Claire. « C'est compliqué de s'extraire, même pour une heure parce qu'il n'y a plus personne pour faire tourner le service », note, de son côté, Annie\*, qui préfère garder l'anonymat. « C'est devenu compliqué de s'exprimer et de se syndiquer. On a peur que ça soit mal considéré. »

Eléonore TOURNIER

\*Le prénom a été changé